

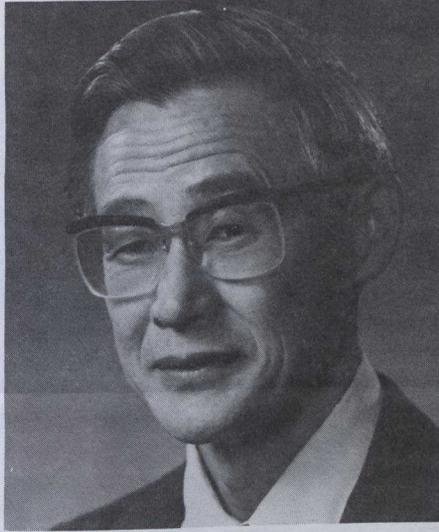
Le sous-ministre des Finances reçoit le prix de la Fonction publique

Le premier ministre a annoncé le 11 décembre que M. Thomas K. Shoyama, sous-ministre des Finances, avait reçu le "Prix pour services insignes de la Fonction publique" (1978).

Le Prix, accordé en vertu du Régime des primes d'encouragement de la Fonction publique, consiste en une mention honorable accompagnée d'une somme de \$5 000. Le lauréat est désigné par un comité de sélection composé de cinq éminents citoyens canadiens nommés par le premier ministre et choisis à l'extérieur de la Fonction publique.

M. Shoyama est né à Kamloops (Colombie-Britannique) et détient un baccalauréat en commerce de l'Université de Colombie-Britannique (1938). Il commença par faire de la recherche en économie au sein du gouvernement de la Saskatchewan (1946) puis il entra à la Société centrale d'hypothèques et de logement à Ottawa (1948).

De retour en Saskatchewan (1949), il occupa le poste de secrétaire de Cabinet et conseiller du premier ministre. Il devint ensuite successivement directeur d'un groupe de recherche en économie au Conseil économique du Canada (1964),



Bedford

M. Thomas K. Shoyama

sous-ministre adjoint aux programmes économiques et aux relations fédérales-provinciales du ministère des Finances (1968), sous-ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (1974) et sous-ministre des Finances (1975).

Pendant la Seconde Guerre mondiale, M. Shoyama a servi dans les rangs du Corps des renseignements de l'Armée canadienne.

Le gouvernement fédéral accepte le transfert de CANFARM

Le gouvernement canadien a accepté, en principe, le transfert du système canadien de gestion agricole CANFARM au Service coopératif CANFARM, groupe formé de la Fédération canadienne de l'agriculture et de coopératives.

Le gouvernement s'est dit prêt à fournir aux nouveaux propriétaires un appui initial.

L'on prévoit que CANFARM pourra être financièrement autonome d'ici trois ans.

CANFARM offre trois services principaux: le programme de comptabilité agricole; celui de la banque de données, où les statistiques sur les recettes et les coûts de production des exploitations sont compilées à des fins éducatives, pour la recherche et l'élaboration des politiques; et le programme de planification agricole, dans le cadre duquel sont étudiées la formulation des rations, la planification des liquidités et l'utilisation de la machinerie.

Voyage à Londres et à Paris du premier ministre, M. Trudeau

Le premier ministre, M. Pierre Elliott Trudeau, a participé, les 7 et 8 décembre dernier, à des séances de travail à Londres et à Paris.

A Londres, où il était l'hôte à déjeuner de Sa Majesté la Reine, M. Trudeau a eu des consultations avec le premier ministre anglais, M. Callaghan.

A Paris, le premier ministre s'est entretenu avec le président de la République française, M. Giscard d'Estaing, qui l'a reçu à déjeuner.

Au cours de ces entretiens, de nombreuses questions ont été abordées, dont les progrès accomplis dans la mise en oeuvre des engagements économiques pris au sommet de Bonn en juillet 1978.

Stabilisation du niveau de financement de la recherche biomédicale

Le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, Mlle Monique Bégin, a déclaré que le gouvernement fédéral établirait à l'avenir le taux annuel du financement de la recherche biomédicale.

Le Cabinet a donné son accord à l'analyse raisonnée des programmes et du financement de la recherche universitaire par le Conseil de recherches médicales (CRM) pour le maintien d'un équilibre stable entre la recherche fondamentale, le développement et la recherche clinique en sciences de la santé. L'évaluation des projets reste assujettie au jugement des spécialistes qui oeuvrent dans le domaine.

Une décision importante du Cabinet tient dans l'application d'une formule de financement servant à fixer le taux annuel des dépenses du CRM pour les années 1978 à 1983. Cette formule permet aussi un financement supplémentaire pour la recherche dans des domaines d'intérêt national et la prise en considération d'indices plus appropriés pour la prévision de l'augmentation des coûts.

Le budget des dépenses du Conseil de recherches médicales, principale agence subventionnant la recherche biomédicale, est établi à \$63 002 000. Le niveau budgétaire des prochaines années sera fixé d'après l'indice approprié pour l'augmentation des coûts (lequel est actuellement l'indice implicite des prix) plus le pourcentage de croissance réelle du produit national brut moins 1 p.c.

Établissement de relations diplomatiques avec Sao Tomé et Príncipe

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Don Jamieson, a annoncé, le 13 décembre, l'établissement de relations diplomatiques entre le Canada et la République démocratique de Sao Tomé et Príncipe.

Le représentant permanent du Canada auprès des Nations Unies, M. William H. Barton, et le chargé d'affaires de la République démocratique de Sao Tomé et Príncipe, M. Helder Barros, ont signé le 13 décembre 1978 un communiqué commun affirmant la décision de leurs gouvernements d'établir des relations diplomatiques.

La cérémonie marque une autre étape du développement des relations entre les deux pays, officiellement amorcées en septembre 1975 après l'accession de la République démocratique de Sao Tomé et Príncipe aux Nations Unies.

L'ambassadeur du Canada au Cameroun sera accrédité auprès de la République de Sao Tomé et Príncipe.